

COMITÉ MIXTE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

27^e réunion tenue le 8 décembre 2005 à Québec,
Au CFP Maurice Barbeau,
920, rue Noel-Carter, Sainte-Foy, salle C1-24
À compter de 13h30

COMPTE RENDU Projet

PRÉSENCES

Commissions scolaires

- M. Clément Bernier, directeur général, Commission scolaire des Monts-et-Marées
- M. Pierre Brunet, directeur de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
- M^{me} Louise Dionne, secrétaire générale, TRÉAQFP
- M. Yvon Gagnon, Coordonnateur au Service de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire De La Jonquière
- M. Wayne Goldthorp, directeur général adjoint, Commission scolaire New Frontiers
- M. Robert Goyer, consultant à la Fédération des commissions scolaires du Québec
- M. Jean-Claude Lecompte, directeur de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
- M. Robert Pleau, conseiller, Fédération des commissions scolaires du Québec
- M. Marcien Proulx, directeur général, Commission scolaire Pierre-Neveu
- M. Raynald Thibeault, directeur général, Commission scolaire De La Jonquière

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

- M. André Blanchet, directeur de la planification et du développement, Secteur FPTFC
- M. Serge Côté, directeur général des programmes et du développement, Secteur FPTFC
- M. Luc Desgagnés, directeur de la gestion des ressources, Secteur FPTFC
- M. Robert Dépatie, sous-ministre adjoint à la formation professionnelle et technique et à la formation continue
- M^{me} Barbara Goode, Services à la communauté anglophone (MELS)
- M^{me} Nicole Tremblay, directrice des programmes – Montréal, secteur FPTFC
- M. Alain Veilleux, direction générale des régions, MELS
- M. Jean-Noël Vigneault, directeur de la formation continue et du soutien, Secteur FPTFC

ABSENCES

- M^{me} Viviane Croubalian, directrice de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire Lester-B.-Pearson
- M. Michel Laurendeau, directeur du CFP de la Pointe-du-Lac, Commission de la Vallée-des-Tisserands
- M^{me} Francine Lebeau, directrice générale adjointe, Commission scolaire des Samarres
- M. Robert Mills, directeur général adjoint, Commission scolaire Lester-B.-Pearson

PERSONNES INVITÉES

M. Guy Mercure, Direction de la planification et du développement, SFPTFC

SECRÉTAIRE

M^{me} Nora Desrochers, Direction de la planification et du développement, SFPTFC

OUVERTURE DE LA RÉUNION

M. Robert Dépatie souhaite la bienvenue aux membres du comité. Il annonce que M. Claude Painchaud succèdera à M. Carl Filiatreault à titre de directeur des programmes - Québec à compter du 12 décembre prochain, et que M^{me} Nora Desrochers occupera les fonctions d'adjointe au sous-ministre adjoint à la FPTFC.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté avec les ajouts suivants :

- dépôt d'un document de la Fédération des commissions scolaires du Québec;
- lettre de Mme Courchesne, MESS;
- suivi au document sur la problématique d'embauche des enseignants en formation professionnelle;
- projet de Plan de rapprochement de la formation professionnelle et technique.

2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 6 OCTOBRE 2005

Le compte rendu de la réunion du 6 octobre 2005 est adopté sans modification.

3. SUITES AU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 6 OCTOBRE 2005

▪ *Planification des rencontres 2005-2006*

La prochaine rencontre est prévue pour le 23 février 2006, à Montréal. Les vérifications sont en cours pour déplacer celle du 25 mai 2006 prévue à Québec et pour laquelle se pose un conflit d'horaire.

▪ *Reconnaissance des acquis et financement de la formation manquante*

M. André Blanchet informe que la plupart des régions ont déposé leurs projets. Quelques régions ont annoncé leur intention d'en acheminer. Une rencontre est prévue avant les Fêtes afin de pouvoir annoncer les résultats d'analyse des projets.

▪ *Olympiades de la formation professionnelle et technique*

M. Jean-Noël Vigneault informe que la situation ne semble pas inquiétante relativement au boycott des Olympiades au niveau du Québec. Une seconde vague de sollicitation est prévue auprès des réseaux après les Fêtes.

▪ *Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue*

M. Robert Dépatie précise qu'une réunion du Comité national de suivi de l'implantation de la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue* est envisagée. La mise à jour du *Tableau de bord de la mise en œuvre des mesures du Plan d'action* n'est pas complétée.

- ***Les sommes prévues au budget fédéral en ce qui a trait au soutien à l'apprentissage***

Ce dossier n'a pas connu de développement majeur. M. Robert Dépatie informe les membres du Comité que les discussions sont en cours avec le fédéral afin que le financement (budgets de transfert) de l'enseignement post-secondaire couvre la formation professionnelle au Québec.

- ***Chevauchement entre des programmes d'AEC et de DEP***

M. Raynald Thibault dépose un document préparé par la Fédération des commissions scolaires du Québec intitulé *Chevauchement de certains AEC avec des DEP – Réactions à l'analyse et aux commentaires du MELs (version du 1^{er} décembre 2005*. M. Robert Goyer en fait la présentation.

M. Robert Dépatie relève que le document porte sur deux aspects : le chevauchement entre les programmes des deux ordres d'enseignement et la problématique du financement des AEP. Celle-ci devrait peut-être être traitée différemment, comme dossier en soi.

M. Alain Veilleux demande des précisions quant au type de fond souhaité ou proposé par le document. M. Robert Pleau précise qu'il pourrait être envisagé une répartition globale par région à l'intérieur de laquelle les commissions scolaires et les collèges conviendraient du partage.

M. Serge Côté demande si la mise en place d'un tel fond pourrait inclure un rôle ou une participation d'autres partenaires (par exemple Emploi-Québec). M. Robert Pleau souligne qu'une telle approche pourrait être intéressante mais que la Fédération n'a pas réfléchi là-dessus.

M. Robert Goyer précise que le principal problème en est un d'accès pour la clientèle qui, avec le mode actuel de financement d'Emploi-Québec, est défavorisée au regard des programmes d'AEP. Il précise qu'une enveloppe récurrente pour l'offre de services pour les programmes d'AEP constituerait une solution.

M. Clément Bernier précise que les commissions scolaires ne disposent pas des moyens d'empêcher les collèges de développer des programmes d'AEC dans les créneaux ciblés par la formation professionnelle. Le mode actuel de financement d'Emploi-Québec, qui favorise les programmes d'AEC, constitue un irritant pour les commissions scolaires.

Mme Louise Dionne souligne l'intérêt que les commissions scolaires soient soutenues par le Ministère en matière d'analyse des chevauchements entre les formations.

M. Robert Dépatie informe que le document déposé par la Fédération sera examiné attentivement au Ministère au niveau des problèmes et des solutions proposées, des précisions pourraient être demandées. Cet examen aura notamment comme préoccupation de ne pas ajouter aux problèmes de compétition déjà existants entre les deux ordres d'enseignement.

Il relève, comme premiers commentaires, que la problématique du chevauchement a glissé vers celle du financement des formations courtes. Sur ce sujet, il avance la préoccupation que la mise en place d'un fond régional aurait tout intérêt à inclure une obligation de redditions de comptes, notamment au regard des autres partenaires du marché du travail et afin de favoriser une utilisation maximale des budgets. Enfin, il réitère l'intérêt de porter éventuellement ce dossier à l'attention du CLESEC, lorsqu'il aura été complété et finalisé.

M. Raynald Thibault précise que la gestion rapprochée, en région, représente une solution efficace au problème de chevauchement et constitue, en soi, un levier intéressant au projet de Plan de rapprochement. Par ailleurs, pour ce qui est d'amener le dossier au CLESEC, celui-ci devra effectivement être davantage étayé avant de procéder.

SUIVI

- ***Prêts et bourses pour les AEP***

M. Serge Côté informe qu'il faut d'abord que le diplôme fasse partie du Régime pédagogique pour que les programmes d'AEP soient pris en considération en matière de prêts et bourses.

M. Robert Goyer déplore qu'en attendant les collèges récupèrent les besoins de formation que devraient couvrir les programmes d'AEP à l'intérieur de programmes d'AEC puisque qu'avec ces derniers les élèves ont accès aux prêts et bourses.

M. Robert Dépatie rappelle que l'étape de codification des programmes d'AEC permet de porter une attention particulière afin d'éviter, dans la mesure du possible, les situations de chevauchement. L'évaluation qui est en cours actuellement sur le développement des programmes d'AEP devrait contribuer à clarifier la situation.

M. Robert Pleau suggère de ne pas attendre les résultats de cette évaluation. Le temps requis pour obtenir les résultats de cette évaluation reporte d'autant le moment d'intervenir et la capacité d'agir.

M. Robert Goyer vient en appui en précisant que l'évaluation du processus de mise en œuvre de la Politique est reportée à 2006-2007 et que le volet portant sur les résultats obtenus auprès des élèves sera reporté d'autant. Il interroge sur la nécessité d'attendre les résultats de l'évaluation des AEP pour poser des gestes qui permettraient d'ouvrir l'accessibilité des programmes d'AEP au financement : selon les données recueillies à ce jour, les neuf cohortes de programmes d'AEP affichent un taux de réussite de 80 p. 100.

M. Robert Dépatie prend note de l'intérêt des membres d'accélérer l'évaluation ou la possibilité d'intervenir avant qu'elle soit complétée. Il indique que M. Jean-Noël Vigneault vérifiera la situation quant au report de l'évaluation d'une année.

SUIVI

- ***Crédits d'impôt remboursable à la formation***

M. Jean-Noël Vigneault informe que les discussions avec le ministère des Finances pourraient permettre de reconduire la mesure sur une année et de rechercher des solutions à plus long terme.

M. Dépatie précise que, dès que le ministre des Finances aura statué, il s'assurera que l'information sur la décision soit diffusée rapidement auprès des établissements d'enseignement.

SUIVI

4. RAPPORT DES SOUS-COMITÉS

M. Randal Thibault note que trois sous-comités n'ont pas siégé depuis le début de l'automne.

▪ ***Sous-comité sur les formations de courte durée***

M. Robert Goyer explique que tous les programmes d'AEP développés ont été dispensés sauf les trois apparaissant en italique dans le document déposé. Six ou sept projets sont actuellement en élaboration, l'échéance visée est juin 2006. Par la suite, il devrait y avoir moins de projets de développement.

▪ ***Sous-comité sur la promotion et la valorisation de la FPT***

M. Jean-Noël Vigneault dépose un état de situation qu'il présente aux membres du Comité.

M. Clément Bernier demande à ce que les rencontres du sous-comité soient planifiées plus longtemps d'avance afin d'assurer la participation des membres concernés.

M. Jean-Noël Vigneault prendra les mesures afin que les dates de rencontres soient connues deux mois à l'avance.

▪ ***Sous-comité sur l'Instruction annuelle***

M. André Blanchet explique que le projet 2006-2007 de l'*Instruction annuelle* est actuellement en préparation. Il sera bientôt soumis en consultation interne et auprès des commissions scolaires.

Les changements au *Régime pédagogique de la formation professionnelle* sont planifiés pour 2007. L'*Instruction annuelle* ne pourra en tenir compte, cependant la mise en place d'une ligne de communication est prévue.

M. Robert Dépatie informe les membres que suite à des opinions émises par les affaires juridiques, certains éléments actuellement inscrits à l'Instruction annuelle pourraient être dorénavant inscrits aux règles budgétaires.

La prochaine rencontre du sous-comité est prévue le 8 février 2006, après l'examen du projet par les services du contentieux du Ministère.

▪ ***Sous-comité sur l'évaluation des apprentissages***

M. André Blanchet précise que la prochaine rencontre du sous-comité est prévue le 12 décembre 2005.

▪ ***Sous-comité sur l'articulation des programmes et la continuité de formation***

M. André Blanchet précise que la prochaine rencontre du sous-comité est prévue le 16 décembre 2005. Le projet Continuités de formation FP-FT y sera proposé comme partie prenante du projet de Plan de rapprochement de la formation professionnelle et technique. Le sous-comité sera invité à participer à sa mise en œuvre.

5. ARTICULATION ET CONTINUITÉ DE FORMATION

Mme Nora Desrochers et M. Guy Mercure présentent l'essentiel du projet Continuités de formation FP-FT, les travaux réalisés à ce jour et les suites préconisées. Les documents sont déposés en appui.

M. Jean-Claude Lecompte souligne l'intérêt du projet et manifeste le souhait que l'approche ait une portée à plus long terme, non seulement aux parcours de continuité de FP-FT qui présentent actuellement une opportunité.

6. ÉTUDES SECTORIELLES CONJOINTES MELS-EMPLOI-QUÉBEC

M. Guy Mercure présente les résultats des travaux réalisés avec Emploi-Québec relativement à la mise au point d'un document de référence commun au MELS et à Emploi-Québec pour la réalisation des études sectorielles ainsi que d'un protocole de réalisation conjointe de telles études. Les documents sont déposés en appui.

M. Raynald Thibault souligne l'intérêt que les études soient réalisées conjointement. Il considère que ce développement est une occasion de redonner à l'Éducation, notamment aux commissions scolaires, sa place en tant que partenaire œuvrant à la qualification de la main-d'œuvre.

M. Robert Dépatie précise que les travaux réalisés devraient permettre une lecture commune des besoins de l'industrie et en main-d'œuvre ainsi que de l'état des services de formation. Par ailleurs, il souligne l'importance d'être vigilant afin de ne pas dédoubler inutilement des activités aux frais des contribuables.

M. Jean-Claude Lecompte souligne l'intérêt des résultats obtenus et suggère que la réalisation conjointe de ces études soit éventuellement enchâssée à l'intérieur d'une entente formelle de façon à assurer la permanence de cette collaboration.

7. PLAN STRATÉGIQUE DU MELS

Les échanges portent sur le document transmis avant la rencontre.

M. Robert Dépatie attire l'attention des membres sur certaines parties du document notamment au regard des nouveaux parcours introduits au secondaire qui devraient inspirer le rapprochement.

M. Raynald Thibault demande à ce que soit connu le plan du Ministère pour atteindre les objectifs et évaluer les résultats anticipés.

M. Robert Dépatie prévoit qu'une information plus précise devrait pouvoir être présentée lors d'un prochaine rencontre du Comité mixte.

SUIVI

8. AUTORISATIONS PROVISOIRES

M. André Blanchet dépose un état de situation. Il rappelle l'importance de respecter l'échéancier des demandes d'autorisation et d'éviter de placer le Ministère devant un fait accompli.

9. STRATÉGIE DE QUALIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

M. Raynald Thibault relate que dans le cadre des activités de la Commission des partenaires du marché du travail, les commissions scolaires sont parfois informées de travaux en lien avec le MELS sur lesquels elles ne disposaient pas de l'information.

M. Jean-Claude Lecompte explique que les commissions scolaires sont parfois mieux informées par Emploi-Québec à cause de la structure de la Commission des partenaires.

M. Robert Dépatie reconnaît qu'il y a effectivement un problème à cet égard et que ce type de situation est surtout liée aux particularités du rôle et de la structure de la Commission des partenaires au sein du gouvernement.

M. Raynald Thibault rappelle que les commissions scolaires sont en situation de co-pilotage par rapport aux travaux conduits par la Commission des partenaires et qu'en ce sens elles devraient être mieux informées par le MELS.

10. POINTS D'INFORMATION

11. DIVERS

▪ *Lettre de Madame Courchesne, du MESS*

M. Robert Pleau demande pourquoi la consultation sur les besoins et les coûts de la formation professionnelle est conduite par Emploi-Québec plutôt que par le MELS.

M. Robert Dépatie explique que cette évaluation est en lien avec le Conseil des Ministres de l'Éducation et le Forum des ministères du Travail. La lettre de Madame Courchesne cible les besoins couverts par les ententes fédérales-provinciales. Par ailleurs, le MELS suit l'évolution du dossier avec le fédéral afin que les budgets de transferts puissent prendre en compte les besoins couverts au Québec par la formation professionnelle vue comme une formation post-secondaire par comparaison avec ce qui se fait dans le reste du Canada.

- ***Suivi au document sur les problématiques d'embauche des enseignants en formation professionnelle***

M. Raynald Thibault demande quand sera livré le document traitant de ce sujet.

M. Yvon Gagnon souhaite que les membres puissent en discuter lors de la prochaine rencontre du Comité.

SUIVI

- ***Projet de Plan de rapprochement de la formation professionnelle et technique***

M. Robert Dépatie explique que le dossier progresse lentement, en lien avec les orientations liées à la décentralisation, à la régionalisation et à l'adaptation de programmes.

M. Raynald Thibault demande à ce que le sujet « projet de Plan de rapprochement de la formation professionnelle et technique » fasse dorénavant partie des objets de discussion récurrents de l'ordre du jour Comité mixte.

- ***État de situation des programmes en lien avec le PTI 2005-2008***

M. Jean-Claude Lecompte demande quand les résultats de la planification triennale seront connus.

M. Robert Dépatie explique que les réponses seront données très bientôt, en janvier notamment au regard des priorités de programmes ciblées pour 2006-2007.

12. FIN DE LA RENCONTRE

Monsieur Robert Dépatie remercie tous les membres du Comité mixte pour leur participation. La prochaine rencontre aura lieu le 23 février 2006 à Montréal. La rencontre est levée à 17h00.

Nora Desrochers
Secrétaire de la réunion